

<http://universitepopulairetoulouse.fr/spip.php?article1326>



L'Italie après les élections du 4 mars : inconnues et certitudes

(I)

- Thématiques - International -



Publication date: vendredi 11 mai 2018

Copyright © Université Populaire de Toulouse - Tous droits réservés

Le 4 mars a mis fin à la Deuxième République italienne. Cette dernière a vu le jour en 1992, avec la Loi de finances du président du Conseil des ministres Giuliano Amato [1], qui coûta 92'000 milliards de lires [2] aux salarié·e·s. Elle a pris fin avec les gouvernements du Parti démocratique (PD) de Matteo Renzi et Paolo Gentiloni [3], qui ont d'abord institutionnalisé la précarité structurelle du travail, puis ils l'ont étendue avec les stages estudiantins pratiquement gratuits. Entre deux, il y a eu une décennie marquée par Silvio Berlusconi[4] à la tête du gouvernement et la grande crise de 2008, qui ont ouvert la voie à la loi dite Fiscal compact [5] de 2012-2013, à l'introduction de la norme de l'équilibre budgétaire dans la Constitution et à la brutale contre-réforme des retraites (Loi Fornero) [6]. Pour les salarié·e·s, cette période représente un quart de siècle de sacrifices à répétition et de perte d'acquis, ayant généré un mal-être social diffus, que l'on peut qualifier d'aigu pour les plus jeunes et pour l'Italie du Sud.

«